

Histoire Orale de la Production des Connaissances dans les pays du Maghreb

2025-2026

Interview réalisée par Habib Ayeb

DAHO DJERBAL

Daho Djerbal est historien et maître de conférences en histoire contemporaine au Département d'Histoire de Université d'Alger 2. Il est titulaire d'un DES en histoire contemporaine et d'un doctorat obtenu à l'université de paris VII Jussieu. Depuis 1993, il est directeur de la revue Naqd, d'études et de critique sociale.

Habib

Alger, le 20 octobre 2025. On est dans le bureau de NAQD à Alger même, dans le cadre de notre programme Histoire orale de la production des connaissances dans les pays du Maghreb. Et on commence par le meilleur de nos producteurs de la région, du moins l'un des meilleurs, Monsieur Daho Djerbal, historien, connu, je n'ai pas besoin de le présenter il va le faire lui-même, et aussi le directeur de la revue Naqd, qui doit avoir maintenant une trentaine d'années.

Daho

33 ans.

Habib

33 ans la revue Naqd que vous avez lancée, comme toutes les bonnes idées, sur un coup de folie.

Daho

Non, ce n'était pas un coup de folie, c'était une décision mûrement réfléchié par un groupe d'universitaires et de militants de l'époque qui, dès les années 80, se sont retrouvés dans une situation où il fallait trouver une issue à l'impasse dans laquelle se trouvaient les mouvements de masse, les organisations syndicales et politiques dans les années 80, avec la montée des périls et la montée aussi des luttes, à la fois les luttes syndicales et luttes politiques d'opposition au système né d'un coup d'État militaire. Dans ces années 80, il y avait aussi d'autres mouvements qui s'annonçaient et qui montaient en puissance, les mouvements démocratiques citoyens et les mouvements fondamentalistes religieux. Donc c'est l'ensemble de ces situations qui a fait que les bouleversements que connaissait la société algérienne, 20 ans après l'indépendance, nous posaient problème.

D'autant que les autorités ont commencé à interdire, à limiter, l'expression des formes d'opposition et de critique au système et c'était donc par la marge que les tendances divergentes s'exprimaient. À ce moment-là, à la suite de l'interdiction de notre syndicat à l'Université d'Alger, suite aussi à l'exil de certains militants du FLN à tendance de gauche d'une manière générale,

comme Mohamed Harbi, resté en France en exil politique et Hossein Zerouane, revenu en 1980 en Algérie. Il fallait donc que nous trouvions une issue à la situation dans laquelle nous nous trouvions, qui faisait que progressivement les mouvements sur lesquels nous nous appuyions à l'époque, les mouvements ouvriers et syndicaux, avaient été remis en question par le système en place, ce qui a bénéficié finalement à d'autres courants. Ce qui se posait à nous c'était la question de l'hégémonie sur les masses populaires et ceux qui étaient opposés, ou du moins hostiles aux coups d'État militaires et aux régimes dominés par les militaires, qu'on appelait à l'époque césaro-bureaucratiques ou césaro-technocratiques, à un moment où une certaine catégorie d'universitaires avait rejoint le système pour en faire l'administration et la gestion des affaires. Donc on s'était retrouvés non pas en minorité mais un peu en décalage par rapport à ce qui se passait dans la société, l'arrivée dans la visibilité de la génération née en 1962 qui à 20 ans se trouvaient dans une situation d'impasse politique. Ils se trouvaient aussi dans une impasse sociale puisque cette génération n'était pas attendue aussi vite. A la fin des années 80, 75% de la population avait entre 0 et 25 ans. Les deux tiers, deux Algériens sur trois, avaient moins de 25 ans.

Habib

On est au moment de l'indépendance, ou même juste après.

Daho

Donc se posaient à nous une série de questions graves. Comment porter une pensée, une pensée contestée par le système, par le régime en place, mais aussi une pensée qui n'avait pas été transmise à la majorité de la population du fait des censures et des interdits d'un côté, d'un autre côté ceux qui étaient considérés comme des intrus dans le système politique, arrivés par effraction c'est-à-dire par un coup d'État militaire, qui étaient plus ou moins l'objet d'une réserve de la part des masses, comme on appelait à l'époque une majorité de la population, au moment où leur représentant, le colonel Boumediène, devenu président, disparaissait. Le jour de son enterrement, des centaines de milliers de gens l'ont accompagné dans sa dernière demeure. Ça nous interpellait gravement. Est-ce qu'on avait vu venir ce renversement, ce basculement de la masse des gens, de la population, vers un soutien à une figure contestée par l'opposition ? Ça, c'est un aspect.

Le mouvement syndical et le mouvement ouvrier dans les années 80 n'a fait que croître en importance puisqu'il est arrivé à son paroxysme en octobre 88. Octobre 88 c'était quasiment une grève générale d'après les études qu'avait faites notre ami Saïd Chiri, décédé malheureusement, sur le mouvement social. Il avait relevé qu'en octobre 88 le nombre des grévistes et le nombre d'unités industrielles, économiques, et d'administrations en grève équivalait à dix années de grève et de mouvements. Donc on était arrivés à un paroxysme où théoriquement l'expression d'un courant qui était à la fois un courant ouvrier, syndical et de gauche contestait la situation dans laquelle on se trouvait à ce moment-là.

(Le 5 octobre, nous en avons fait un numéro spécial d'ailleurs, hors série, pour marquer l'événement 25 ans après). Donc ce moment-là est aussi un autre moment de bascule puisque on arrive à l'affrontement où à une sorte de conflit exacerbé entre la masse des travailleurs et le système en place. Mais en même temps le mouvement fondamentaliste, arrivé en 88, s'exprimait de plus en plus en s'emparant d'une part importante de l'opinion publique, si on peut appeler ça l'opinion publique.

Et le troisième élément, c'est la montée du mouvement revendicatif citoyen et du mouvement identitaire berbère, le mouvement culturel berbère, MCB.

Tous ces mouvements-là se disputaient le contrôle des masses, donc la suprématie dans l'opinion publique et en même temps dans la contestation du pouvoir comme base de masse.

Et donc octobre 88 en Algérie est un tournant important de l'indépendance. Et là, d'octobre 88 à 90, donc en deux années, c'est le mouvement islamiste qui l'a emporté, à la fois sur le plan électoral, puisqu'aux élections de 90 plus de deux tiers des municipalités ont basculé Front Islamique du Salut, le système ayant décidé d'ouvrir la représentation au pluripartisme suite aux événements d'octobre 88. Le FIS emporte de manière quasi majoritaire les premières élections multipartistes. Mais il a échoué en tentant de faire avec le Syndicat Islamiste du Salut un instrument ouvrier, prolétarien, de renversement du régime, la grève générale insurrectionnelle décidée en 1991 ayant échoué puisque l'UGTT avait tenu bon et que la représentation ancienne l'avait emporté sur la nouvelle représentation. Toutes ces questions nous interpellaient puisque du fait de notre formation (on y reviendra après) à l'école et à l'université en particulier nous avions acquis une grille de lecture de notre propre société qui était devenue inadéquate, qui nous amenait à être dépassés et sans prise avec non seulement l'événement, mais avec l'évolution de la société.

Ce qui fait que nous qui avons été la génération qui avait suivi celle du mouvement de libération nationale, porteuse de leur message et particulièrement de la tendance gauche du mouvement national de libération, on s'est retrouvés face à la question de savoir s'il n'était pas devenu nécessaire, indispensable, de repenser notre propre grille d'analyse ? Et pour cela, on s'est entendus avec la génération dont je parle, qui était non seulement dans l'opposition, mais qui avait été arrêtée, torturée et qui avait vécu en exil. Nous sommes allés les rencontrer et on leur demandé s'il n'était pas important de lancer un organe d'analyse, d'étude, pas seulement d'information ou de propagande, afin de mettre en place un instrument théorique de pensée globalement critique qui nous permettrait de mieux saisir les défis qui nous étaient lancés par la société. Pas seulement par le pouvoir, pas seulement par l'appareil d'État, mais aussi par la société.

Le groupe de Mohamed Harbi, Hossein Zaghuan, Lamnawar Marrouch et Rachid Zegheg, qui étaient les quatre représentants du mouvement national de tendance gauche, nous a rejoints dans cette aventure avec quelques-uns des universitaires de l'époque, profs à la fac, assistants, maîtres assistants, maîtres de conférences, la nouvelle génération d'enseignants de l'université, bilingues, arabophones plutôt que francophones. Et donc la revue Naqd est née en décembre 1991. Décembre 1991 c'est paradoxalement l'année où il y a eu les premières élections législatives du multipartisme où le FIS a emporté les deux tiers des sièges à l'Assemblée nationale et où il se promettait de remettre en question la Constitution et de déplacer l'Assemblée Nationale dans une des mosquées de Bab-el-Oued.

En gros, cette situation-là correspond, chronologiquement parlant, à la naissance de la revue Naqd. Le premier numéro est daté décembre 1991, février 1992, mais on ne voyait pas venir le coup de force qui a interrompu le processus électoral. Donc voilà, on est contemporains de ce moment d'interruption du processus électoral qui nous posait de nouveaux problèmes.

Habib

C'est extraordinaire comme début d'expérience, après je vais revenir après aux différents thèmes abordés, les discussions, les débats j'imagine. Mais ça, c'est le contexte de naissance de Naqd.

Vous-même, dans quel contexte êtes-vous né ? J'aimerais d'abord vous poser une question tout à fait directe. Vous êtes qui ?

Daho

Je suis Daho Djerbal. Djerbal est un nom francisé par l'état civil français, par le registre d'état civil français, puisque comme par hasard mon nom d'origine, le nom de mon père et de mes arrière-grands-parents, c'est Benjerbal. J'ai encore des cousins et des parents à Aïn Tedles, à l'est

d'Oran près de Mousghanem, Aïn Tedles qui est très connu en Algérie pour la poésie populaire. Il y a encore des Benjerbal là-bas. Je suis né dans une ancienne ferme pré-coloniale, dans un deux-pièces, parce que mon père avait migré de Aïn Tedles sur Oran à 18 ans, les terres de sa famille ayant été séquestrées par la colonisation. Réduits à la pauvreté et à la misère, ses parents ont rapidement décédé, il a donc été obligé de migrer pour trouver du travail dans la ville européenne d'Oran. Je dis la ville européenne puisqu'à Oran dans les années 40-50 près des deux tiers de la population était européenne. Les Algériens étaient devenus minoritaires dans leur propre pays, dans leur propre ville. Et là, je suis né dans une vieille ferme sans eau ni électricité, dans un hoch, comme on l'appelait à l'époque. Et j'ai marché pieds nus jusqu'au jour où on m'a inscrit à l'école primaire où j'ai été obligé de mettre mes premières chaussures.

Habib

Et ça c'était à Oran ?

Daho

A Oran, puisque mon père était venu y travailler comme ouvrier de force dans les chais, dans les caves à vin de Sénéclos, qui était une grosse fortune coloniale connue à Oran. On disait à l'époque "riche comme Sénéclos" comme on disait autrefois "riche comme Crésus". Il travaillait dans ces caves à rouler les fûts de plusieurs hectolitres et ma mère travaillait dans une crèche où elle lavait les langes des bébés de la colonisation.

Habib

Elle était d'Oran, Oranaise.

Daho

Elle était native d'un petit village près d'Oran, de Saint-Denis-du-Sig. Ses grands-parents, son grand-père qui s'appelait Daho et de qui on m'a donné le prénom, sont originaires de Mascara. Là aussi, c'est une famille qui a été dépossédée par la colonisation et qui a été obligée, comme beaucoup de gens de la région de Beni Chougrane, des Ouled Sidi Daho, de migrer des hauteurs de Beni Chougrane vers la plaine. Et de la plaine de Sidi Bel-Abbès, de la Mauricière à Saint-Lucien, ils ont continué de migrer vers Oran. Là elle s'est retrouvée avec mon grand-père maternel à Oran et elle a travaillé elle aussi pour pouvoir gagner sa vie. On était une famille nombreuse de six enfants, dans un deux-pièces sans eau ni électricité. Ça nous est resté comme origine sociale qu'on assume et dont on est fiers.

Habib

Est-ce que le ventre était vide à ce moment-là ?

Daho

Non, ce n'était pas la misère, c'était la pauvreté, mais une pauvreté qui était générale pour les Algériens de l'époque puisque l'espérance de promotion sociale pour la grande majorité des Algériens à Oran c'était au maximum ouvrier spécialisé ou manœuvre. Mon père a passé sa carrière à travailler dans un établissement public d'Oran qui s'appelle l'EGA, Electricité et Gaz d'Algérie, il a commencé manœuvre, il a fini manutentionnaire. C'était une promotion, un jeu d'écriture. C'est un peu ma marque d'origine que je n'ai jamais oubliée et que j'assume jusqu'à ce jour.

A l'école primaire, je me suis retrouvé en tant qu'enfant scolarisé avec une autre minorité d'Algériens scolarisés, mais dans une école qui était aux limites du quartier juif d'Oran, Derb Lihoud. On était trois groupes d'élèves issus de communautés différentes, la communauté

algérienne, la communauté israélite et la communauté chrétienne, espagnole pour la plupart, et un petit nombre de français de France mais la majorité c'étaient des européens d'origine espagnole, pour la plupart enfants de réfugiés de la guerre civile espagnole, communistes, anarcho-syndicalistes, républicains. C'était une école, disons, de quartiers pauvres ou populaires d'Oran, comme il y en a eu d'autres, particulièrement dans le quartier algérien proprement dit qu'on appelait Sid el Houari, ou dans le quartier qu'on appelait le village nègre puis la ville nouvelle, Mdini Jdida, l'Arabia, où il y avait aussi des écoles indigènes. Ce n'était pas tout à fait une école indigène, c'était une école française, républicaine, où nous étions apparemment égaux mais séparés.

Habib

Tout le monde n'avait pas la carte de l'indigence.

Daho

Voilà, alors vous avez bien fait de le signaler, nous avons bénéficié d'une carte d'indigence du fait que mon père était ouvrier et chef de famille nombreuse. Cette carte d'indigence nous permettait d'avoir accès à la cantine de l'école. On était indigents et on avait donc le droit d'aller manger des pois cassés ou des fayots à la cantine de notre école. C'était un luxe à l'époque pour nous.

L'école a été marquante aussi dans ma formation, dans mon itinéraire, puisqu'on s'est mis à apprendre une langue qui n'était pas la nôtre. Je me souviens encore des premières leçons qu'on apprenait à l'école, au cours élémentaire, je crois. On apprenait les premiers rudiments de la langue française et l'arabe était interdit. L'arabe, pour pouvoir l'apprendre, on allait entre 5h et 7h chez le Taleb à l'école coranique. A partir de 7h toutes les écoles coraniques devaient fermer pour que l'école française puisse ouvrir. On sortait donc de l'école coranique pour aller à l'école française. Les premiers termes qui me sont restés en mémoire, là où j'ai eu de la difficulté pour appréhender la langue française, c'était la différence entre "facile" et "difficile". C'était marrant. Vu comme ça, avec du recul, c'est très amusant.

Habib

Est-ce qu'à votre âge, vous avez fait la différence ?

Daho

J'ai fini par faire la différence, mais avec le temps ! Ce n'était pas toujours évident parce que ce qui était facile pour certains n'était pas facile pour d'autres, et inversement.

Habib

Qu'est-ce qu'être indigent à ce moment-là dans l'Algérie colonisée ? Je n'aime pas dire l'Algérie coloniale, l'Algérie colonisée.

Daho

Je vous remercie parce que ce sont des questions qui nous ont travaillé dans le temps et puis aujourd'hui avec le recul, beaucoup plus tard, on se rend compte que "carte d'indigence", les indigènes, l'indigence d'une manière générale, pose problème. Elle pose problème parce que, je suis allé rechercher un peu dans les dictionnaires, indigence c'est manquer de tout. Être indigent, c'est manquer de tout. C'est manquer d'argent, manquer de vêtements, manquer de ceci, manquer de cela. Mais au fur et à mesure, avec le travail sur la mémoire et sur l'histoire, je me suis rendu compte qu'en fait l'indigence pour les Algériens et ceux qu'on appelait les indigènes, c'était en fait de manquer de sa propre identité, c'était de manquer d'être un homme libre. L'indigence en

dernière analyse ce n'est pas la pauvreté, ce n'est pas le manque de quelque chose de particulier, c'est le manque d'être un homme libre. L'indigène c'était un homme qui cherchait à devenir libre. Et le mouvement national, la résistance d'abord à la présence militaire puis à la colonisation qui a duré un siècle et qui a continué au XXe siècle - la preuve de ce que je raconte, les migrants, les migrations des campagnes et des montagnes vers les villes pour occuper les faubourgs, les périphéries, les marges - c'était justement ça aussi l'indigence. C'était d'être assigné à n'être que dans la périphérie, à n'être que hors du centre, dans les marges. C'est ce refus de cette marginalité qui nous a accompagnés tout le temps et qui continue de nous accompagner à ce jour aussi pour d'autres raisons et dans d'autres contextes. En gros, c'est cela pour moi l'indigence. C'est ce qui nous fait manquer d'être dignes, de vivre dans la dignité et de vivre en tant qu'hommes et femmes libres.

Habib

Est-ce que je peux exploiter ce que vous dites en résumant les luttes d'indépendance en Algérie et ailleurs comme des luttes de reconstruction de l'identité et de la dignité de la personne ?

Daho

Absolument. Ce sont des luttes pour qu'il n'y ait plus d'indigence. Pour que les gens ne manquent plus de leur être au monde en tant qu'êtres libres et en tant qu'êtres pensant et agissant par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

Habib

A l'école, on ne vous apprenait pas cette fierté d'être ?

Daho

Alors là, c'est une question provocante ! Parce qu'à l'école primaire, on nous enseignait non seulement le programme français de France, de l'école publique française, républicaine, mais on nous enseignait en plus le programme de l'école française coloniale, ce qui était un plus par rapport à l'école française de France. On nous enseignait tout le roman national français. Donc les Gaulois, les Francs, les Normands, enfin tous les classiques, je ne vais pas revenir là-dessus. Et on nous enseignait aussi les victoires de la France sur leurs voisins allemands et autres, mais aussi surtout les victoires de la colonisation en Algérie. Donc on voyait notre histoire comme l'histoire romaine. On ne disait pas l'histoire de l'Algérie ou de la Tunisie ou de l'Afrique à l'époque romaine, on disait l'histoire française de l'Algérie colonisée et donc Massinissa, Juba et autres figures de l'Antiquité qui sont dans la mémoire collective, sont devenues des figures de la défaite. Dans le manuel scolaire de l'école primaire, du cours préparatoire deuxième année, du cours moyen, nous avons des manuels illustrés avec Juba Ier dans une cage, emmené à Rome comme trophée de la victoire des légions romaines sur les résistances de l'Afrique romaine, de l'Afrique qui allait devenir romaine. Les guerres de Carthage, les guerres puniques, étaient considérées du point de vue de Rome et non pas du point de vue des Africains qui allaient devenir Tunisiens, Algériens et autres par la suite. Puis les Clovis, les Rolland de Roncevaux, qui cognaient sur la tête des Sarazins pour pouvoir remporter la bataille de je ne sais quoi, etc. Tout ça, on l'apprenait, on devait passer nos compositions et nos examens sur cette base-là, c'est-à-dire dire une histoire qui est celle de notre défaite.

Habib

Vous saviez que ce n'était pas votre histoire ?

Daho

En tout cas, on savait que c'était une histoire qu'on devait apprendre pour pouvoir réussir. Ça, c'est aussi un fait important. Ce n'est que plus tard, quand je me suis mis à travailler sur la mémoire et que je me suis mis à enregistrer les militants nationalistes qui ont fait le Parti du Peuple Algérien, puis le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, puis le FLN et l'ANL. Ces militants-là racontent la même histoire que moi, mais eux sont passés par le nationalisme, c'est-à-dire par une formation, par une histoire qui est celle de la libération. Quand je les ai questionnés, comme vous le faites maintenant avec moi, en leur demandant ce qui les avait fait basculer dans le politique, pour la quasi-totalité d'entre eux, c'est l'école qui est citée, entre autres. Il y a trois faits qui sont cités, mais en premier, c'est l'école. C'est ce que je vous raconte qui est resté dans leur mémoire comme une blessure. Donc voilà, c'est un peu une différence générationnelle. La génération des années 30 a appris cela à l'école primaire, surtout dans les campagnes, en milieu rural et dans les montagnes, comme une violence. Et nous, dans la ville, on n'apprenait pas ça comme une violence, mais on apprenait ça comme une nécessité pour pouvoir aller plus loin. C'était un paradoxe, dont j'ai parlé plus tard. Mais à l'époque la conscience nationaliste ne nous est pas venue de manière spontanée. Elle n'était pas infuse. Et c'est très important en histoire. L'idée nationale, en Tunisie comme au Maroc et en Algérie, vient d'une manière élaborée comme concept de Nation, comme concept de liberté et d'identité importante, et qui s'élabore à partir d'appartenance. Mais en tant qu'enfant on subit le double standard. On sait que quand on entre à l'école notre point terminal c'est le certificat de fin d'études primaires, CEP. La majorité des enfants qui sortaient de l'école devait apprendre un métier pour pouvoir travailler, comme je l'ai dit, ouvrier ou manœuvre.

Habib

Autour de 13-14 ans ?

Daho

13-14 ans. En ce qui me concerne j'ai eu la chance contextuelle que le gouvernement de l'époque de la 4ème République - Mendès-France - trouvait nécessaire d'entrouvrir la porte de l'intégration d'une partie de la population algérienne au système colonial français et ils ont permis à une petite minorité d'enfants arrivant en fin d'études de passer un concours pour pouvoir entrer au collège. J'ai encore la liste des enfants admis à ce concours pour aller au collège, on était une petite poignée d'Algériens proprement dits à côté des Européens, Israélites ou Chrétiens espagnols, on était donc une minorité de noms à consonance algérienne, entre 10 et 20% des effectifs du lycée. Et au lycée, c'était pareil, c'était le même régime où l'autre terminus c'était en troisième quand on passait le BEG, brevet d'enseignement général, pour aller faire instituteur. Mais encore une fois, pour des raisons de conjoncture politique électorale française, on avait ouvert plus ou moins l'accès au lycée. On y apprenait dans les classes la musique classique occidentale et le jour des fêtes françaises on nous amenait dans la cour pour chanter la marseillaise et lever le drapeau. Mais nous on avait commencé à apprendre les hymnes nationalistes et donc on chantait les hymnes nationalistes au lycée. Donc voilà en gros le parcours.

Habib

J'allais justement vous poser la question de quand vous avez basculé en politique et pourquoi.

Daho

Alors c'était donc au lycée. On est arrivé au collège en 1959, 1960-61. Décembre 1960, c'est un tournant important de la guerre de libération puisque, et je vais aller très vite parce que ça demanderait toute une journée de travail et d'expression sur cette question, la guerre de libération en Algérie a commencé en novembre 1954. Elle est arrivée à Oran en tant que lutte armée, c'est-à-dire attentats de fedayines dans la ville d'Oran, européanisée, européenne en majorité, à la fin de 1955-1956. De temps en temps, quand on allait au collège ou quand on allait au lycée, des gens venaient nous remettre secrètement, clandestinement en main des tracts, pliés en 100, en 80, des petits carrés de papier qu'on déployait et où il y avait les appels du FLN à la mobilisation ou à l'action.

Et puis il y avait surtout les barrages de l'armée française, les contrôles de l'armée, des parachutistes ou d'autres régiments qui contrôlaient la ville, parce qu'on devait traverser la ville nouvelle, Medina jdida, pour aller au lycée. Avec les copains, on allait ensemble au lycée et un de mes copains avait dessiné le croissant et l'étoile rouge sur son équerre en bois. Un militaire a vu ça, il lui a donné une gifle qui l'a fait tomber par terre et il lui a dit : "tu sais, toi, tu ne vaux que 32 centimes" - c'était le prix d'une balle - "tout ce que j'ai à perdre pour toi, c'est 32 centimes, si je te revois avec ça". Ça, ça m'est resté.

On ne pouvait pas ne pas prendre conscience, pour toutes les raisons que j'ai racontées avant, plus celle-là.

Et décembre 1960, ce sont les manifestations populaires d'Alger, d'Oran, et de quelques grandes villes d'Algérie. C'est le peuple qui est sorti dans la rue. Nous étions adolescents, 15 ans, et nos parents ne nous laissaient pas aller à la manif. Ils avaient peur pour nous, mais on a quand même franchi l'obstacle et on est allés manifester, puis on a été chassés à coups de bergers allemands, de chiens et de grenades offensives. On était interdits d'accéder à la ville nouvelle où se passaient ces manifestations encerclées et interdites d'accès. Mais partout dans la ville, en allant de chez nous dans les périphéries vers Medina jdida, on entendait les cris "*tahia al-Jazair*". Ca aussi c'est un moment de mémoire, ineffaçable, qui a fait qu'on ne pouvait qu'être politisés. Ce n'était pas le politique classique. C'était le politique d'être occupés, dominés par une puissance étrangère et menacés d'exécution sommaire.

Habib

32 centimes.

Daho

À 32 centimes la balle. On ne pouvait pas y échapper. Donc déjà au lycée, en première, avant la terminale, on a créé une section de l'Union Nationale des Lycéens et Collégiens Algériens, clandestine, et on se réunissait avec un représentant du FLN dans un quartier populaire pour pouvoir nous préparer à d'autres manifestations et d'autres résistances dans le lycée.

Habib

Vous aviez quel âge à ce moment-là ?

Daho

J'avais entre 16 ans et 17 ans.

Habib

Vous êtes né en quelle année ?

Daho

45.

Habib

J'avais une question, on va revenir à l'histoire plus longue, mais une question un peu précise sur votre formation. La première fois que vous avez pris un livre avec l'intention de le lire, pas un livre scolaire, mais un livre, quelle que soit la langue ?

Daho

Ah, c'était en terminale parce qu'en terminale on avait histoire, géographie, mais on avait aussi littérature et philosophie. Les livres dont j'ai gardé la mémoire, que j'ai pris pour lire en dehors des obligations scolaires et des programmes c'est les livres de Jean-Paul Sartre, principalement son théâtre, et le livre de Camus, L'étranger. C'était surtout autour de la responsabilité par rapport à son être, au monde, c'est-à-dire que le fait d'être dominé, d'être dépendant, ne dépend que de soi. Donc, si on ne veut pas être dominé ou dépendant, ça ne dépend que de nous-mêmes et non pas de celui qui domine et qui opprime.

Habib

Ce que Amartya Sen, l'économiste indien, avait utilisé, en parlant de la "capabilité" qui est le fait d'être et de faire.

Daho

Oui, absolument, et donc le fameux précepte de « je pense donc je suis » a été accompagné de l'agir, mettre en acte. Faire. Ca c'est aussi un élément qui a été marquant dans la formation d'une pensée qui me soit propre.

Et la lecture de "L'étranger" a constitué pour moi un choc. Pourquoi ? Parce que l'étranger pour Camus, celui sur lequel on tire, était transparent. Il n'avait aucune qualité d'homme. Ça m'avait heurté, ça m'avait choqué au plus haut point. Comment Camus peut-il dire ça d'une victime d'un meurtre absurde, "sans raison", d'en faire un roman qui a atteint cette célébrité-là ? Et ça, je ne pouvais pas le supporter. Depuis j'ai inconsciemment fait en sorte de donner une consistance à cet être sans nom, cet anonyme, qu'on a abattu sans que ça puisse émouvoir quiconque. Comment cela est-il possible ?

Habib

Vous vous êtes vu en étranger à ce moment-là ?

Daho

Absolument, c'est comme si on tirait sur moi, mais sans aucune raison et sans aucune qualité, parce que j'étais une ombre de moi-même.

Habib

Et votre mort n'aurait pas été une perte, finalement.

Daho

Absolument, c'est la mort de personne. Alors, comment être une personne ? Comment être une personne consciente d'elle-même ? Comment être une personne consciente et agissante, pour elle-même, pour pouvoir être libre de ce que j'ai appris, de ce qu'on m'a inculqué. Un de mes

amis, Hamid Moukaddem, qui est allé s'installer en Nouvelle-Calédonie et a épousé une canaque, a dit de cette situation-là, de cette personne-là, "corps docile et langue apprivoisée". Je ne voulais plus être un corps docile et une langue apprivoisée. Dans mon inconscient hein, il ne faut pas faire de légende. Mais ça me travaillait là-dedans.

Habib

La légende ça ne m'intéresse pas beaucoup, je n'y crois pas trop. Mais ce sont des moments qui sont plus que marquants. Ils sont structurants de la pensée, j'ai presque envie de dire du corps aussi.

Daho

Oui, et un autre paradoxe dont j'avais parlé à une de mes amies, Soraya Guendouz, quand comme vous le faites elle m'avait interpellé. Je lui ai dit que dans tout notre itinéraire scolaire ou secondaire, au lycée, on a toujours cherché, et pour cause, à être les meilleurs pour pouvoir continuer d'avancer, d'aller plus loin. Le paradoxe c'est le fait que plus on voulait être les meilleurs et plus on s'enfermait dans la dépendance puisqu'on rentrait dans une logique qui était celle de l'élitisme colonial, c'est-à-dire français. Et donc plus on cherchait à être plus français que les Français plus on entrait dans la dépendance par rapport à la pensée de la domination, la pensée dominante.

Là aussi c'est tardif. Comment se débarrasser de l'autre qui est en nous ? C'est très fanonien. Donc la troisième lecture qui m'a marqué, c'est Frantz Fanon "Les damnés de la terre". Voilà, pour clore cette période.

Habib

C'est un peu les trois éléments fondateurs de ce que vous êtes devenu.

Daho

C'est la triangulation.

Habib

Vous avez lu des livres en arabe?

Daho

Alors, l'arabe nous était interdit. Dans ma famille, mon père était illettré dans les deux langues et ma mère également du fait de leurs conditions de colonisés. Et donc ce n'est pas par la famille que j'ai appris la langue arabe, au sens de langue écrite et langue parlée. Nous ne parlions que l'Oranais, qui est un dialecte. Au lycée, on avait première langue et deuxième langue. La première langue, ça devait être une langue européenne, anglais, allemand, espagnol, la deuxième langue, c'était l'arabe. On avait le choix, première langue allemand ou anglais et espagnol comme deuxième langue, ou on avait le choix entre première langue anglais et deuxième langue arabe, espagnol ou allemand. On choisissait l'arabe.

Habib

En plus du français qui était obligatoire.

Daho

Voilà, qui était la langue d'enseignement. Mais cet arabe-là on nous l'enseignait avec le manuel de Pérez, qui était un manuel écrit en français, la grammaire était française pour faire de l'arabe.

Donc on n'a pas appris l'arabe. Les poèmes qu'on apprenait par cœur c'était El-Muttanabi, Khalil Joubran, des trucs comme ça. Très gentils, quoi.

Habib

On est tous passés par là !

Daho

On en rit aujourd'hui, hein ?

Habib

Le bac, vous l'avez obtenu en quelle année ?

Daho

Alors, avant le bac, en 62, j'ai passé le brevet. Au brevet, on était les meilleurs dans les disciplines françaises, mais en arabe, j'ai été collé, j'avais entre 2 et 5 sur 20, parce qu'il y avait des profs venus de Tlemcen qui eux étaient très arabisés, "la perle du Maghreb" qui nous demandait de faire la grammaire en arabe. On est quand même passés au lycée grâce aux moyennes générales. En 65, je suis arrivé au baccalauréat. On était en terminale sciences expérimentales. Tous mes copains de promotion ont fait médecine, pharmacie et autres disciplines très attractives à l'époque parce qu'elles permettaient de gagner de l'argent et d'avoir un statut. Comme on en a parlé précédemment, on était beaucoup plus politisés au lycée donc je ne souhaitais pas faire un métier pour de l'argent. Et comme par hasard, ce jour-là, vers la fin de la scolarité, trois étudiants de l'Ecole Normale Supérieure d'Alger, le Vieux Kouba, étaient venus faire la publicité pour leur école normale en disant que c'était une école d'élite. Effectivement c'était une école d'élite où le régime de l'époque, en 1965, avant le coup d'État militaire, voulait faire une formation de professeurs de lycée agrégés. Ils avaient jumelé l'Ecole Normale Supérieure avec l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm.

On y entrait par concours. J'ai donc choisi le passer. On était 360 candidats pour 60 postes dans toutes les disciplines, langue et philosophie, sciences de la terre, sciences physiques, chimie, et mathématiques. 60 étudiants internes avec leur chambre particulière et avec une bibliothèque dont les ouvrages étaient fournis par l'Ecole Normale de la rue d'Ulm et par le service culturel de l'ambassade de France en Algérie, donc ça continuait. L'école normale supérieure nous envoyait un pré-salaire que je partageais avec mon père, moitié-moitié. On allait à la fac pour avoir la licence et pouvoir enseigner comme professeur de lycée. Mais, par chance aussi, dans le contrat qui nous liait à l'Education Nationale, il existait une clause stipulant que 5% des effectifs pouvaient poursuivre leurs études en post-graduation en tant que majeurs de promo, on était donc mis en demeure d'être les meilleurs pour pouvoir continuer.

Je me suis retrouvé à la fac avec une inscription en diplôme d'études supérieures. J'ai fait mon diplôme d'études supérieures sur l'histoire de la propriété foncière et donc de l'expropriation de la population algérienne. Après ce DES, les coopérants français ont commencé à partir et donc des postes se libéraient à la fac et j'ai commencé à enseigner à 25 ans en tant qu'assistant de René Galissot en histoire contemporaine et donc on a été formés au matérialisme historique.

Habib

Avec Galissot.

Daho

Et au matérialisme dialectique avec Étienne Balibar, qui était aussi l'assistant de Georges Labica en philosophie, il venait de commencer sa carrière, on ne savait pas qui il allait devenir celui

qu'il est devenu. Donc voilà, on a été formés comme des étudiants d'élite et on a commencé à enseigner très jeunes. Parmi nos premiers étudiants il y avait des gens plus âgés que nous puisque c'étaient d'anciens détenus politiques de la guerre de libération, du FLN ou du Parti communiste, d'anciens maquisards ou des gens privés de scolarisation et qui, en tant qu'anciens militants, anciens Moudjahidines, avaient la possibilité d'occuper des postes dans l'administration centrale mais qui étaient tenus par ce qu'on appelait le code administratif qui exigeait des titres universitaires pour occuper les postes de direction. Donc ils ont passé l'examen spécial d'entrée à la fac, où on enseignait le soir bénévolement pour permettre à ces futurs étudiants d'y être inscrits et on les retrouvait dans nos amphithéâtres. Donc là aussi on était mis en demeure d'être les meilleurs et d'apporter quelque chose que les autres connaissaient mieux que nous, de ne pas dépareiller. C'est une série de défis, du début jusqu'à la fin, jusqu'à ce jour où nous sommes mis en demeure d'être ce que nous sommes.

Habib

Le travail sur le foncier, c'était sur le foncier rural, essentiellement. Pourquoi vous l'avez choisi ?

Daho

Ca aussi, c'est des choix qui sont délibérés en quelque sorte, prémédités. Je me suis posé des questions sur l'émir Abdelkader, qui était la figure éminente de notre histoire moderne et contemporaine. Mes origines ancestrales sont dans les montagnes de Mascara d'où est originaire l'émir Abdelkader, Aïn Tedles, qui est aussi un des foyers de la poésie populaire, *shaar melhoun*. Je me suis demandé pourquoi c'était lui et pas quelqu'un d'autre qui avait dirigé la résistance contre l'occupation, de 1932 à 1947, 17 ans de résistance. Pourquoi là et pas ailleurs ? Il fallait que je comprenne le matérialisme historique, voulant, décidant, que je comprenne l'infrastructure qui avait permis l'émergence de cette personnalité dans cette région et pas dans une autre. J'ai donc fait une étude systématique de l'évolution de la propriété, donc de l'expropriation, pour pouvoir découvrir quels étaient les biens, matériels et immatériels, de cette région et de cette famille, la famille de l'émir Abdelkader, pour pouvoir comprendre l'émergence de cette figure et de cette région dans la résistance algérienne.

Habib

Et si je vous demandais une conclusion de cette recherche ?

Daho

Alors, cette recherche n'était pas finie et je me suis inscrit pour un doctorat sur le même sujet. J'ai poursuivi pendant dix années un travail de recherche sur archives, archives épaves qui ont été laissées au départ des Français d'Algérie. Il a fallu que je travaille sur les fonds d'archives du Cadastre et de l'organisation foncière de l'époque, alors qu'il n'y avait plus aucun contrôleur ni conservateur ni fonctionnaire de l'organisation foncière et du cadastre en place. Je suis arrivé dans des fonds d'archives sans savoir ce qu'ils contenaient, il n'y avait pas de répertoire. On travaillait carton par carton à dépouiller les rapports des services du cadastre, sur les hypothèques, sur le séquestre, sur les transactions foncières qui ont permis le passage du fonds algérien vers la colonisation.

J'avais en quelque sorte élaboré au fur et à mesure le processus de la colonisation après l'entrée par effraction de l'armée française en Algérie, donc le processus de la francisation des terres, le processus de la francisation des noms avec le registre d'état civil de 1882, et le processus de francisation des Algériens qui sont restés des Français musulmans non citoyens jusqu'à la fin et

qui ont fini par perdre leur algérianité du point de vue des textes, puisqu'au début du premier quart du XXe siècle, de 1910 jusqu'à 1945, les Algériens pour les Français étaient les Européens d'Algérie. À l'Assemblée nationale, les députés de la colonisation on les appelait les Algériens. Nous on avait perdu notre algérianité, notre identité algérienne et notre citoyenneté algérienne, on devenait des indigènes. On devenait à la limite des Français musulmans, mais non citoyens. En gros, c'est ça que j'ai appris et c'est ça que j'ai vu se faire progressivement tout au long du 19e siècle et au début du 20e siècle.

Habib

L'expérience des coopératives, vous n'étiez pas dedans ?

Daho

J'y étais comme volontaire, oui, mais volontaire contraint et forcé par moi-même parce que je n'étais pas tout à fait d'accord avec le slogan défendu par le parti de l'avant-garde socialiste héritière du PCA qui avait conclu un accord avec le régime de Boumediène, un régime militaire. Nous, on était un peu considérés comme les gauchistes de l'époque.

Pour répondre à la question je suis allé dans certaines fermes coopératives et j'ai assisté de mes propres yeux à la faillite de la coopérative. Pourquoi ? Parce que rien n'était mis en place pour pouvoir soutenir la coopérative de la révolution agraire. On pourra en parler plus tard, plus en détail, mais au fond ce qui me semble être important c'est qu'il y avait à l'époque avant les coopératives le système de l'autogestion. Et l'autogestion agricole et l'autogestion ouvrière avaient elles aussi joué précédemment, parce que rien n'était mis en place dans l'appareil financier de l'État, dans l'encadrement de ces fermes autogérées et de ces usines autogérées, puisqu'on était dans une période où la formation dans la gestion et par conséquent dans l'autogestion, n'était pas là.

Pour aller très vite, on a assisté de 1962 à 1982 à deux mouvements qui sont des mouvements cataclysmiques.

C'est un déplacement généralisé des campagnes vers les villes, abandonnées par les populations européennes. Des campagnes, des montagnes vers les centres de colonisation, vers les villages. qui devenaient rapidement des agglomérations de plus de 100 000 habitants, et des campagnes vers les centres urbains, des faubourgs de la ville vers le centre de la ville, donc un déplacement généralisé de la population pendant toute cette période d'une part, premier mouvement, et un deuxième mouvement, mouvement ascensionnel, social. Celui qui était ouvrier spécialisé devenait ouvrier qualifié. Celui qui était ouvrier qualifié devenait contre-maître. Celui qui était contre-maître devenait responsable d'unité de production. Celui qui, par hasard, avait des rudiments de direction d'unité devenait directeur général de l'entreprise. Donc au fond, on est dans une période de bouleversement là aussi, social, démographique, comme je vous ai dit tout à l'heure 75% de la population avait moins de 25 ans.

Habib

Est-ce qu'il y a eu une catégorie sociale qui a subi le déplacement mais qui n'a pas bénéficié du phénomène de l'ascenseur ?

Daho

Non, je crois que tout le monde en a bénéficié. Tout le monde a franchi un pas, un degré dans l'échelle sociale. Ceux qui étaient en bas ont commencé leur processus ascensionnel dans la hiérarchie sociale et dans la hiérarchie administrative avec un plafond de verre.

Habib

La réforme agraire a été un échec ?

Daho

Oui, l'autogestion a été un échec voulu, puisque la tendance socialisante des années 1962-1965 a fini par un coup d'État et l'arrestation des représentants de ce courant ou le départ des coopérants qui étaient plus ou moins intégrés dans ces expériences, qu'on appelait les pieds rouges, ou d'autres courants trotskistes particulièrement pablistes. On était un peu dans cette conjoncture particulière où ce qui l'emportait, et je vais encore là faire au plus vite, très rapidement, ce qui avait été nationalisé et socialisé était devenu étatisé et privatisé par l'État. Le domaine public est devenu subitement une propriété privée de l'État. Le domaine nationalisé était devenu la chose de l'État. Il y a eu une disqualification ou une exclusion de la base de la gestion de ses propres affaires.

Habib

C'était volontaire ? C'était politiquement volontaire dans le sens où on déposait ?

Daho

C'était un processus historique qui consistait à mettre en place un dispositif politique d'administration des choses et de gouvernement. Ce processus de mise en place d'un dispositif administratif et politique de gestion, d'administration des choses et de gouvernement a couvert plusieurs courants politiques ou idéologiques, mais principalement monopolistes d'État et privatistes. L'échec de cette tendance a ouvert la voie au libéralisme et plus tard au néolibéralisme. J'insiste sur ce moment-là des années 62-82 parce que pour nous, jeunes étudiants puis ensuite jeunes assistants, enseignants à l'université ce qui pour nous constituait une référence, je parle du petit groupe qu'on représentait qu'on appelait les gauchistes à l'époque, la référence, c'était la revue Souffle et la revue Perspective. Vous êtes bien placés pour savoir de quoi il s'agit. Au fond pour nous la référence c'était les révolutions bolcheviques et chinoises, en gros. Mais celle-là a échoué. Cette tendance-là a échoué. Arrêtée, persécutée, marginalisée.

Habib

Vous avez connu la prison ?

Daho

Non. Sauf en tant qu'étudiant à l'UNEA, l'Union Nationale des Etudiants Algériens. Mais ce n'était pas tellement une prison. On avait fait une grève générale pour protester contre la tentative de caporalisation de l'Union Nationale des Etudiants Algériens. On nous a enfermés, encerclés dans l'université. On nous a ramassés dans plusieurs camions de police. On nous a emmenés au commissariat central d'Alger. On y a passé trois jours et trois nuits.

Habib

Vous êtes historien.

Daho

Historien, enfin j'essaie de l'être. Prof d'histoire contemporaine, 51 ans d'enseignement supérieur, à la retraite.

Habib

Mais vous avez un engagement d'historien. D'abord, à un niveau personnel, vous êtes historien.

Daho

Maintenant, oui, je pense, puisque j'ai publié les mémoires d'une soixantaine, d'abord d'une dizaine de dirigeants du FLN et de l'Armée de Libération Nationale, dont un est interdit actuellement, censuré, et dont l'affaire est montée à la Cour suprême. C'est les mémoires de Slimane Lakhdar Bentobbal, deux volumes, environ 800 pages au total. Le premier sur "Mémoire de l'intérieur", c'était la première fois que des mémoires aussi importantes, 450 pages environ, étaient publiées et ça a connu un écho considérable, énorme. Et un deuxième volume sur "Conquête de la souveraineté", comme par hasard. Conquête de la souveraineté qui a commencé avec les opérations jumelles de ratissage de Bigeard et de l'armée française qui a détruit les trois quarts de l'armée de libération nationale.

Habib

Les deux dernières années de la guerre d'indépendance.

Daho

Oui, et ensuite les négociations d'Evian. Donc comment se sont passées au juste les négociations d'Evian, comment les Français ont été amenés à reconnaître l'autre comme partie prenante de la négociation et non pas comme objet de la négociation, mais sujet à part entière. C'est extrêmement important.

J'ai aidé à publier les mémoires d'autres dirigeants de l'ALN, mais aussi des militants, des cadres intermédiaires ou des cadres dirigeants du FLN en Algérie et en France surtout, où j'ai publié un livre sur l'organisation spéciale de la Fédération de France du FLN, ou l'histoire de la lutte armée du FLN en France et qui a aussi connu un accueil important. Et puis, comme je vous ai dit, celles d'une dizaine d'autres dirigeants, dont des membres du comité des 21 qui ont décidé le passage à la lutte armée que j'ai fait paraître en leur nom à eux, et qui sont dans les librairies aujourd'hui. Donc, à ce titre, peut-être que oui, je suis un historien, mais je ne suis pas sûr.

Habib

Mais est-ce que vous l'avez fait par envie, simple désir personnel ou par devoir ?

Daho

Non, c'est dans la suite de ce qu'on a dit parce qu'au fur et à mesure, et là on va passer à un deuxième moment de cet entretien, mon travail, comme je vous ai dit au départ, c'était d'essayer de trouver les conditions matérielles, objectives, du passage à l'idée de nationalisme, au nationalisme, et les conditions matérielles de la résistance, pas seulement l'idéologie, pas seulement *la ilaha illa* ou *bi esm fulan wala fulan*. Donc d'une part il fallait aller plus loin et d'autre part que se passait-il en dehors de ce que j'avais trouvé dans les archives françaises des préfectures d'Oran, d'Alger, de Constantine, de la propriété foncière, du cadastre, de l'organisation foncière, dans les archives de l'histoire de l'armée française en Algérie. Je me rendais compte au fur et à mesure de mon travail que j'écrivais une histoire à travers les yeux de l'administrateur civil et de l'officier de l'armée française puisque c'était ces documents qui étaient mes outils, mes instruments de travail. En 1980, on s'était retrouvé à l'unité de recherche en anthropologie sociale et culturelle à Oran, qui est l'ancêtre du CRASC, et à cette époque il y avait des collègues qui avaient à peu près notre tendance, mais il y avait aussi des collègues qui avaient la tendance qui allait donner le CRASC,

que vous avez connus et que vous avez enregistrés par la suite. Et donc, à ce moment-là, c'était la question de l'histoire orale qui se posait.

Ca ne va pas vous étonner et je suis content que vous soyez là aussi pour en parler avec moi, étaient présents dans cette rencontre qui était une sorte d'atelier de l'unité de recherche en anthropologie sociale et culturelle, Charles Robert Ageron, "Histoire de l'Algérie contemporaine" et René Galissot. On discutait des sources pour l'écriture de l'histoire. Et Ageron, plus ou moins soutenu par Galissot, disait qu'on ne peut écrire l'histoire qu'à partir d'archives de sources écrites, parce que les sources écrites sont là, une fois pour toutes, définitivement vérifiées et vérifiables. Par contre, si on passe à l'histoire orale, si on passe au témoignage, à ce moment-là, ça devient complètement aléatoire, puisque d'un moment à l'autre, d'une année à l'autre, d'une personne à l'autre, on a des résultats différents et donc des faits aléatoires. On ne peut pas écrire l'histoire à travers l'oralité. Et moi, ça me chiffonnait. On a encore les traces, on peut trouver dans les archives du CRASC le compte-rendu de cet atelier-là, de ce séminaire. J'ai réalisé qu'au fond on est mis en demeure, une nouvelle fois, d'écrire notre propre histoire à travers le regard de l'autre.

Donc, à partir de 1980, je suis allé à la rencontre de Slimane Lakhdar Bentobbal et d'autres dirigeants pour leur demander comment, pourquoi. Avec Bentobbal, j'ai passé six années et avec les autres, quatre, cinq années. Au fur et à mesure, je commençais à remettre en ordre dans mon esprit la parole de l'autre. Et cette parole de l'autre, c'est la parole du sujet de l'histoire. Donc se posaient à moi, avec le temps qui avançait, l'accumulation de la recherche, des éléments de recherche, des outils d'analyse, la question épistémologique du sujet de l'histoire qui est devenue au fur et à mesure une question phénoménologique.

L'épistémologie, c'est le concept, comme je vous l'avais dit pour la revue Naqd. Essayer de trouver les instruments, les concrètes pensées, comme dirait Balibar, qui nous permettraient de décrypter notre propre histoire, le langage et la portée de la parole de celui qui a fait l'histoire sur le terrain, les acteurs de l'histoire. Et donc a commencé à se mettre en place un dispositif théorique et un instrument conceptuel qui me permettait au fur et à mesure d'écouter l'autre, de l'entendre en même temps que de l'écouter, dans les deux sens du terme. Écouter et entendre, c'est-à-dire rendre l'acteur visible et audible, parce qu'il a été invisibilisé et assigné au silence par l'historiographie française contemporaine, pour dire coloniale contemporaine. C'était au fur et à mesure la rupture progressive avec la doxa académique française qui reposait sur un algorithme qui n'était plus le nôtre. Donc on a commencé à chercher à tisser la toile de notre propre récit, de notre propre narration, avec nos propres outils, avec nos propres instruments d'analyse, à nos propres fins.

Habib

On est en 2025, si je ne me trompe pas, et donc c'est par rapport à l'Algérie indépendante. Qui écrit l'histoire en Algérie?

Daho

C'est ça, exactement ça. Et pour être dans l'immédiateté, j'ai fait une autre petite colère à cause d'une revue qui est une revue sur Internet je pense, qui s'appelle "Histoire coloniale". Elle est lancée par l'École Normale Supérieure de Dijon. Dans tous ses numéros vous avez un défilé d'ouvrages, de revues, d'articles, publiés en France par des Français ou par des Occidentaux en général, mais aucun travail fait ici, en Algérie, n'a eu le droit de figurer dans ces listings. En particulier un des derniers numéros de cette revue coloniale, de l'histoire coloniale, a fait la première sur le 8 mai 45, il n'y a pas longtemps, on est en 2025, donc c'était un anniversaire.

La revue Naqd a sorti un numéro spécial, "8 mai 45, nouvelles approches". On a publié le travail d'un anglais qui s'appelle Neil MacMaster, sur l'histoire rurale et sur l'insurrection des montagnes

qui disait qu'il y avait des signes avant-coureurs, en particulier la misère, avant l'insurrection du 8 mai 45. Il a insisté sur l'état des campagnes de l'époque et il disait que des signaux arrivaient au niveau des administrateurs civils, puis du gouvernement général, qui annonçaient quelque chose. Dans ce numéro j'ai publié des articles qui avaient paru ailleurs, particulièrement aux États-Unis, sur le 8 mai 1945, sur les élites locales "de la collaboration à la dissidence". C'est-à-dire les élus locaux qui présentaient toutes les conditions leur permettant d'être considérés comme des amis de la France, des gens loyaux, mais qui basculaient du côté de Farhad Abbas et plus principalement du côté du PPA et de Messali Hadj. J'ai fait cette étude-là sur la période vichyste en Algérie. Comment ceux qui étaient des élus considérés comme fidèles à la France commençaient à entrer en dissidence. Pourquoi ? Parce que c'était le gouvernement de Vichy qui avait commencé à remettre en question les administrateurs civils de l'époque antérieure à Vichy, et qui mettait en place de nouveaux dispositifs de gestion du quotidien, avec de nouvelles représentations, mais ces représentations étaient contestées par les anciens, et étaient contestées aussi par la ruralité d'une manière générale, les paysans. J'avais proposé un article sur cette question à l'Institut d'Histoire du Temps Présent en France, qui l'avait refusé. Donc j'ai publié cet article dans ce numéro-là, "de la collaboration à la dissidence", plus des archives du SHAT, du Service d'Histoire de l'Armée de Terre, sur tous les rapports de l'armée sur le 8 mai 1945, avec le listing des responsables d'unités, de régiments et de bataillons qui ont mis la main à la pâte. Mais celui-là n'a pas eu le droit de figurer dans le listing de l'histoire coloniale.

Habib

Et vous savez pourquoi ?

Daho

Oui, parce que, je vais finir par le dire, c'est-à-dire qu'à partir d'il y a 4 ans ou 5 ans, les portes de l'Académie française, c'est-à-dire des universités françaises, me sont fermées.

Habib

À vous, personnellement ?

Daho

Je ne dis pas à moi personnellement, mais tout se passe comme si. Précédemment, avant 2021, il n'y avait pas une année où je n'étais pas invité deux ou trois fois dans des universités françaises. À partir 2021, c'était fini. Mais paradoxalement, en même temps, de plus en plus, ce sont les petits enfants de l'immigration, dans les banlieues des grandes villes françaises, qui m'invitent. Et donc j'ai deux à trois fois par an des invitations de Gennevilliers, de Vaux-en-Velin, de Toulouse-le-Mirail, des quartiers nord de Marseille.

C'est un fait, je ne peux pas tirer une conclusion, mais en fait, voilà ce qui se passe aujourd'hui, dans l'académie.

Habib

Est-ce que ça n'est pas une forme de reconnaissance beaucoup plus importante que l'académie ?

Daho

Justement, nos parents, nos grands-parents ont toujours cherché une reconnaissance. Mais le problème, avec cette question-là, je l'ai réglé à ma façon. La reconnaissance que je cherche, c'est d'où je parle et à qui je m'adresse. Cette reconnaissance, je la trouve parmi les miens, en Algérie, en Tunisie, en Afrique du Nord, au Maroc, partout. C'est-à-dire que ce que je fais, ce que je

travaille, ce que je publie généralement pour en revenir à la revue Naqd, il n'y a pas un numéro depuis le début où il n'y a pas deux ou trois auteurs du Maroc, de Tunisie. C'est une revue du Maghreb. Donc s'il y a une reconnaissance que je cherche ou que j'attends, c'est celle des miens. Et les miens, c'est ce que je vous ai dit, c'est-à-dire l'Afrique du Nord.

On a publié un numéro spécial sur Abdelkrim el Khattabi pour le centenaire de la bataille de 1921 de Noël. C'est un numéro de Naqd avec des témoins. Auparavant, on avait publié un numéro dans la Fondation Boudief qui m'avait permis d'être coordinateur du bureau d'histoire et de la mémoire, département histoire et mémoire de la Fondation Boudief. On a réuni les représentants des armées de libération du Maghreb de Maroc, de Tunisie, de l'armée de Tunisie et de l'armée de libération algérienne.

On a fait un colloque ici avec les témoins directs et les acteurs directs de cette tentative de coordination dirigée par Abdelkarim el Khattabi des armées de libération du Maghreb. Donc voilà, en gros, j'ai défini mon cercle et j'ai défini mon lieu de parole et mon auditoire.

Habib

J'ai encore deux ou trois petites questions assez courtes. Est-ce qu'il y a une histoire officielle en Algérie ? Est-ce qu'il y a un processus d'écriture de l'histoire officielle du point de vue de l'Etat, du décideur, de l'appareil ?

Daho

Oui, il y a une histoire officielle. Il y a un roman national officiel qui est dans les manuels scolaires, qui est aussi dans les médias et du champ duquel sont exclues toutes paroles discordantes. Donc, ce qu'on peut appeler une histoire officielle, c'est l'histoire qui est dans les manuels scolaires, de l'école primaire jusqu'au lycée, et ensuite le contrôle des départements d'histoire dans les universités algériennes par le parti unique. Et ça, il y a des preuves, des noms qu'on peut citer, mais que je ne citerai pas ici, qui sont connus, qui sont les responsables de la commission culturelle du parti unique, qui décident quelles sont les thématiques qui doivent être admises et celles qui doivent être exclues, qui décident de ceux qui doivent être entendus dans les médias officiels pour parler de cette histoire et qui décident en fait des livres qui doivent être interdits ou des livres qui doivent être soutenus par l'État. Donc en gros, il y a un périmètre qui est un périmètre de l'histoire vue et entendue par l'État.

Habib

Deuxième et dernière petite question. Est-ce que l'histoire, et c'est à l'historien que je pose la question évidemment, est-ce qu'écrire l'histoire doit forcément passer par un engagement politique quelconque. Est-ce que vous êtes un chercheur engagé ? Est-ce que vous êtes un historien engagé ?

Daho

Je ne sais pas. Je ne peux pas parler de moi-même. Je ne peux pas me qualifier. Ce que je peux dire, c'est que cette histoire, elle peut, et elle est déjà, être écrite par des gens qui sont aussi apolitiques, qui sont des professionnels du métier. Ce qui les préoccupe, c'est de travailler selon une méthodologie vérifiée, admise, validée. Mais ce qui pose problème, c'est les lieux de validation. On a parlé d'un premier lieu de validation qui est l'État. Le deuxième lieu de validation, c'est l'Académie française, c'est l'Occident, l'Angleterre, les États-Unis, l'Allemagne, etc. Au fond, les lieux de validation aujourd'hui pour l'histoire, y compris l'histoire apolitique, pour aller très vite, sont ailleurs, ils ne sont pas ici.

Donc il y a une tendance, en quelque sorte, objective, pour ne pas dire autre chose, qui fait que celui qui travaille sur un terrain historique, attend, non plus une reconnaissance, on a parlé de

reconnaissance, on met ça de côté, mais une validation pour pouvoir être considéré comme "avoir passé le grade". Or ce passage de grade, pour l'instant encore, est ailleurs. Ici, il y a une disqualification, une paupérisation du métier d'historien et donc, qu'on le veuille ou non, un rapport de force inégal, un échange inégal dans la production des savoirs.

C'est la raison pour laquelle la revue Naqd a tenté progressivement, pendant une trentaine d'années, de mettre en place un dispositif qui nous permet de dire sans attente de reconnaissance ni de validation. C'est une revue qui refuse d'être dans les registres des revues agréées par l'enseignement supérieur pour pouvoir permettre des promotions en termes de points. Parce que vous avez publié dans telle revue académique plutôt que dans telle autre, vous avez publié dans telle édition et pas dans telle autre. On sort de cette logique. Ça c'est un premier point, donc la question de la validation. Avec la reconnaissance, il y a la validation. Or, pour pouvoir sortir de là, de cet étau, de cette emprise des logiques dominantes, il faut être engagé. Il faut s'engager, non pas politiquement dans un parti ou dans un autre.

Et cet engagement, c'est quoi ? C'est la rupture. c'est l'engagement de la rupture. C'est-à-dire qu'en fait, je n'attends plus rien, ni de l'État, ni de l'Académie, qui valide. Comme je vous l'ai dit, je reviens à celui pour qui j'écris, c'est-à-dire à celui qui me rend ce que j'ai fait à sa façon, à lui. Quand les mémoires de Bentobbal sont sorties, en trois mois, Il y a eu trois ruptures de stock, des milliers d'ouvrages ont été vendus, le deuxième tome pareil, et puis après ça a été interdit parce que la famille de ce dirigeant a décidé que c'était sa propriété et que je n'avais pas le droit de diffuser ce travail-là.

Habib

J'imagine que vous ne pouvez pas en parler parce que le procès est toujours en cours. Vous êtes toujours marxiste ?

Daho

Alors, il faut préciser parce que ce sont aussi des termes qui sont ambigus, équivoques en tout cas. Finalement, marxiste, c'était comme je vous ai dit la méthode qu'on avait apprise de René Galissot et de la philosophie althussérienne, le jeune Marx, etc., la dialectique Hegel, etc.

Donc je pourrais dire que j'ai été au départ à la fois matérialiste historique et dialecticien. J'ai essayé de mettre en œuvre ces deux moments de ma formation pour pouvoir produire mes premiers travaux. Mais après il y a d'autres méthodologies, d'autres moyens d'entrer dans l'histoire qui me sont parvenus, sur lesquelles j'ai travaillé. C'était d'abord la psychanalyse, freudienne d'abord, puis fanonienne ensuite, et ensuite l'anthropologie puisqu'on a travaillé sur les registres de la tribu. Or dans le sens où l'entendait, l'ethnographie, l'ethnologie et l'anthropologie coloniales, la tribu, sur le terrain, sur ce que j'ai travaillé, sur ce que j'ai mis en évidence, n'existait pas en tant que telle c'est-à-dire un rapport de consanguinité. Et progressivement on arrive à mettre en place un dispositif qui parle de communauté.

Dans mon diplôme d'études supérieures puis dans ma thèse, je me suis rendu compte que ce qu'on appelait les tribus du *makhzen*, comme en Tunisie, en Algérie et une partie au Maroc, le makhzen marocain, ce sont des fabrications de toutes pièces, d'éléments de communautés disparates qu'on a regroupés dans un douar et à qui on a attribué un nom. Ce nom est progressivement devenu le nom fondateur donc de référence. Mais au fond, quand on entre dans l'histoire réelle, dans les faits réels, on se trouve avec des fragments de communautés qui sont des communautés de voisinage ou des communautés qui depuis l'époque turco-ottomane étaient des communautés de service, comme la *zaba*, la *ezb* qui est l'adolescent mais qui était aussi chargé d'une mission, mais aussi d'autres chargés de mission de l'État central à qui on a attribué un nom, qui sont devenus le nom de la tribu. Tout cela a été mis dans un *qaleb*, dans un élément porteur qui serait la tribu. Ça n'existe pas en tant que tel. Et donc on a travaillé sur la notion de

tribu, on a même sorti un numéro de la revue sur communauté, communautaire, communautarisme.

A ce moment-là, l'évolution de ce travail m'a permis de déboucher sur une approche est transdisciplinaire où je réunis l'ensemble de ces sciences de l'homme, toujours pour donner à l'homme cette dimension de l'homo erectus.

Je ne vais pas continuer sans rappeler que quand on travaille sur ce sujet de l'homo erectus, ce n'est pas le sujet masculin, ce n'est pas une question de genre, parce que dans la question du genre il y a aussi la place de la femme et son rôle comme sujet pensant et agissant, par elle-même et pour elle-même. Ça aussi nous a permis de nous ouvrir à ce registre et d'approfondir notre approche de la parole de la femme et de la femme en acte, historiquement parlant. Voilà, il fallait ajouter ce point à tout ce que j'ai dit jusqu'à présent.

Habib

Est-ce qu'on pourrait ajouter un autre point, sous forme de question, l'écologie est-ce que ça devient une question importante quand on est dans cette position face au peuple qu'on veut servir ?

Daho

Absolument. Alors je vais parler à la fois de mon travail d'histoire et du temps présent, donc je vais faire le lien, pour qu'on soit bien d'accord. Quand j'ai commencé à travailler sur la terre, sa possession, la question de la propriété, la question de l'expropriation, la question de la marginalisation, etc., je me suis rendu compte qu'en fait dans nos régions, dans notre région commune, la dominante est agro-pastorale. En tant que dominante agro-pastorale, elle est accompagnée par la dimension de la transhumance. Et quand on parle de l'agro-pastoralisme et de la transhumance, on parle du milieu. Mes amis Ahmed Benaoum et Hawass Elkenz, qui ont commencé à faire de l'anthropologie en Algérie dans le cadre des enquêtes de l'ARDES, ont fait une étude sur le pastoralisme qui a duré dix ans. Et ils ont dit que ce qui est le plus important, ce qui est essentiel dans leur approche matérialiste historique c'est l'objet de travail, l'objet de possession, etc. et le processus de production et d'échange. Ce n'est ni l'homme qui travaille, le paysan ou l'éleveur, ni l'animal tout seul, le mouton, la chèvre, la chamelle, le chameau, le dromadaire, ni le pâturage, ni l'eau qui manque désespérément. C'est l'unité entre ces éléments qui est l'essentiel, c'est-à-dire Homme-Terre-Eau. Dès qu'on brise l'unité entre Terre-Mer-Eau, Terre-Animal-Eau, par le *senatus consult*, reconnaissance, délimitation et attribution des titres de propriété, on passe du collectif communautaire à l'individuel privatif, on casse la relation fondamentale qui permet la vie dans nos régions. C'est l'environnement. L'environnement est menacé, renvoyés dans les périphéries, dans les régions rocailleuses, les fragments de communautés sont obligés d'inventer pour vivre, pour continuer d'exister et pour résister.

Et ça aussi a été un domaine de mon travail, de ma recherche. C'est aussi de l'écologie, c'est-à-dire le rapport de l'homme à la nature, de l'homme au sens générique et non pas au sens patriarcal. Et le dernier numéro qui est en travail dans la revue Naqd, c'est sur le gaz de schiste. Pour le gaz de schiste le problème est que nous allons passer dans un régime d'exploitation des ressources hydro-géologiques qui est prédateur et qui fait donc peser une menace sur les populations oasiennes et sur les écosystèmes des oasis. Et donc là aussi un problème se pose, c'est-à-dire comment peut-on penser une décision qui vise à permettre à l'État de disposer de moyens et de ressources pour continuer d'être là où il est, faire ce qu'il fait, tout en faisant peser la menace de la disparition d'une partie de la population algérienne en détruisant son milieu.

Habib

J'ai une dernière question quand même. J'ai commencé par la revue Naqd. Je voudrais finir par la revue Naqd. L'un de vos derniers numéros était un numéro spécial sur Gaza. Qu'est-ce que Gaza pour l'historien et pour le citoyen que vous êtes ?

Daho

Alors, le 7 octobre 2023 et la réponse de la puissance occidentale. Bon, on ne revient pas sur la chronologie, sur l'historique de l'événement, mais nous avons été tétanisés. Nous c'est-à-dire l'équipe de Naqd. Que faire ? Et finalement, la réponse c'est de témoigner. On ne peut pas aller sur le terrain comme ont fait nos arrière-grands-parents en 1947, des commandos nord-africains qui sont allés se battre aux côtés des Palestiniens contre l'occupation occidentale soutenant les sionistes israéliens. Alors, témoigner, c'est lancer un numéro spécial avec les gens de l'intérieur de Palestine et de la diaspora palestinienne sur ce que signifie le 7 octobre 2023 et ce qu'est ce conflit. Ce n'est pas une guerre Israël-Hamas. C'est un nouveau moment de la résistance palestinienne. Ce n'est pas une guerre territorialisée, c'est une guerre mondialisée. C'est une guerre hybride et polymorphe. Elle est globale. Et donc faisons ce que nous pouvons faire ici, là où on est, comme si on était sur le front. D'où ce numéro qui est sorti un an plus tard, à l'anniversaire du 7 octobre 2023, c'est-à-dire en octobre 2024.

Habib

7 octobre 2023, c'est un nouveau moment fondateur de l'histoire ?

Daho

C'est un nouveau moment fondateur de notre histoire, de mon histoire et de notre histoire. C'est pour l'instant et à jamais la plus longue guerre menée par des Arabes contre Israël, qu'ils soient États ou partis ou autres organisations. Elle dure et elle continue. C'est une résistance contre l'occupation, c'est une résistance contre la domination, c'est une résistance contre la dépossession de soi. Voilà.

Habib

Contre l'indigence.

Daho

Absolument !

Habib

Merci beaucoup.